LGBTQIA+ et droite radicale

Romain Biesemans
Université libre de Bruxelles

Parler de relation entre personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer, intersexuées, asexuées et plus (LGBTQIA+) et droite radicale peut paraitre contradictoire du fait des liens de ces partis avec des mouvements religieux, conservateurs et hostiles aux personnes LGBTQIA+ dans de nombreux pays européens. Pourtant, la relation entre les partis de droite radicale et les thématiques touchant aux personnes LGBTQIA+ est bien plus complexe que ce que laisseraient penser nos perceptions traditionnelles.

La rhétorique populiste des partis de droite radicale mène à diviser le monde de manière binaire entre le « nous » (les « gens ») versus les « autres », qui peuvent être caractérisés par l'élite, les corps étrangers à la nation ou encore les corps internes à celle-ci, mais menaçant cette dernière (Wodak, 2020). La définition du corps national à défendre et de ses ennemis dépend fortement du contexte (Wodak, 2020). De ce fait, et rapportant cette dichotomie du monde développée par les partis de droite radicale, les « corps menaçant la nation » lorsque nous

abordons les personnes LGBTQIA+ varient d'un pays à l'autre. Dès lors, parler d'une approche homogène des partis de droite radicale, de leurs discours et de leurs narratifs envers les thèmes et les personnes non hétéronormées est bien plus complexe que ce que pourrait nous laisser penser notre sens commun. Historiquement, les partis de droite radicale défendent une conception hétéronormée binaire de la famille, considérant l'union entre un homme et une femme comme le seul modèle (Mudde, 2007). Ce modèle permettrait une pérennité de la filiation, ainsi qu'une reproduction et une perpétuation de la nation. Au sein de ces modèles, les thématiques de genre touchant aux questions des personnes non hétéronormées et transcendant les conceptions binaires ne trouvent que peu d'alliés.

Cependant, plusieurs partis de droite radicale ont fait évoluer leurs positions sur les personnes LGBTQIA+. Ces partis se démarquent des autres partis de droite radicale « traditionnelle » avec un discours plus moderne sur les personnes non hétéronormées (de Lange et Mügge, 2015). Jasbir Puar (2007 ; 2013) aborde ce processus d'acceptation des personnes gays et lesbiennes à travers la notion d'« homonationalisme ». Cette notion fait référence à l'inclusion des personnes gays et lesbiennes comme faisant partie du corps national et des valeurs occidentales, et donc comme des individus à défendre face aux menaces d'autres corps étrangers à la nation (de Lange et Mügge, 2015). La posture homonationaliste des partis de droite radicale inclut dès lors les personnes homosexuelles au sein de la catégorie des individus à défendre des « autres » représentant une menace. Ces « autres » font référence aux migrants, et à l'Islam plus particulièrement dans les discours des partis de droite radicale. Ces « autres » représenteraient une menace pour les acquis et la situation des personnes homosexuelles, le migrant et l'Islam étant définis comme une menace à l'émancipation et aux acquis des personnes homosexuelles (Farris, 2017). Ce concept, résonnant de manière proche du concept de fémonationalisme (Farris, 2017), ancre dès lors

les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles dans l'agenda nativiste des partis de droite radicale et dans leur conception binaire d'un monde où l'Occident civilisé est menacé par un Orient intolérant, dangereux et liberticide.

Le caractère homonationaliste peut se retrouver dans les positions et discours de plusieurs partis de droite radicale en Europe de l'Ouest. Les Pays-Bas sont l'exemple le plus traité au sein de la littérature avec anciennement la « Lijst Pim Fortuyn » et son leader du même nom promouvant une position ouverte à l'égard des personnes homosexuelles. Des exemples plus contemporains sont ceux du « Partij Voor de Vrijheid » (PVV) et son président Geert Wilders ou encore Thierry Baudet (Farris, 2017). Tous s'érigent comme des défenseurs de l'égalité pour les personnes homosexuelles en mobilisant une rhétorique anti-Islam.

Les conséquences de ces stratégies amènent à se poser la question de la perception et des attitudes électorales des personnes LGBTQIA+ envers les partis de droite radicale. À titre d'exemple, comme l'indiquent Spierings et Zaslove (2015), le PVV serait le parti attirant le plus grand nombre de voix de personnes gays aux Pays-Bas. Certains travaux avancent des explications quant à la perception qu'a l'électorat de droite radicale envers les thématiques et les personnes LGBTQIA+. Lancaster (2020) émet l'hypothèse du clivage transnationaliste postulant l'existence de trois types d'électorat, à savoir les « sexually modern nativists », les « conservative nativists » et une troisième catégorie d'entre-deux. La première catégorie aurait certaines formes d'attitudes progressistes et de tolérance envers les personnes LGBTQIA+, tandis que l'autre serait totalement opposée à leurs droits (Lancaster, 2020). Spierings, Lubbers et Zaslove (2017) se sont posé la question de l'existence d'un vote homonationaliste, donc d'opposition à la migration et ayant une posture libérale envers les personnes LGBTQIA+. Dans leur étude au sein de 10 pays, 4

pays semblent s'illustrer par un vote homonationaliste : la Norvège, la Suisse, l'Autriche et la Suède, mais pas les Pays-Bas ni la Belgique (Flandre), pas plus que le Danemark, la France, l'Italie et la Finlande (Spierings et al., 2017).

Le Vlaams Belang, l'homonationalisme à la belge

Le parti de droite radicale et nationaliste flamand Vlaams Belang (VB) a montré des signes assez progressistes sur les thématiques touchant les personnes homosexuelles, notamment en ne s'opposant pas au mariage entre personnes de même sexe (Akkerman, 2015). En effet, le parti a développé au sein de ses programmes électoraux et manifestes des vues plus modernes sur les thématiques de genre (de Lange et Mügge, 2015). Le parti adopte une position de tolérance envers les personnes homosexuelles, comme l'illustrent de multiples interpellations et contenus partagés sur ses sites et réseaux sociaux. Néanmoins, cette impression de tolérance cache une rhétorique homonationaliste. En effet, l'énonciation de défense des droits des personnes homosexuelles se retrouve quasi systématiquement liée à la question de l'islam, présenté comme une religion intolérante et homophobe. Au-delà de ces positions de tolérance, le parti compte au sein de son organisation de nombreux individus ayant émis des déclarations homophobes et transphobes en plus d'entretenir des liens avec des mouvements d'extrême droite à l'intolérance exacerbée (par exemple, Schild en Vrienden).

Les partis de droite radicale, de réels soutiens aux thèmes et aux personnes LGBTQIA+ ?

Afin de tempérer une hypothétique dimension « moderne » et « libérale » des partis de droite radicale envers les personnes LGBTQIA+, il est également important de souligner le soutien à géométrie variable qu'ils apportent, variant en fonction des individus concernés. En effet, les partis de droite radicale tels que le Rassemblement National (RN), le Vlaams Belang ou encore le Partij Voor de Vrijheid entendent défendre dans leurs discours les personnes homosexuelles et non les personnes LGBTQIA+ dans leur ensemble. Les personnes transgenres et intersexuées ne sont quasiment pas, voire pas du tout, mobilisées par les partis de droite radicale. De plus, considérer les partis de droite radicale comme « modernes » ne prend sens que dans le cadre de leur agenda nativiste. Malgré une atténuation des discours et de l'agenda de certains partis de droite radicale, il est difficile de parler d'ouverture totale pour plus d'égalité envers les personnes homosexuelles et encore plus lorsque l'on élargit la question aux personnes LGBTQIA+. Sans prendre position explicitement pour ou contre l'évolution de la situation des personnes LGBTQIA+, les partis de droite radicale que sont le VB, le RN ou encore le PVV adoptent la stratégie du silence (Farris, 2017). Cette stratégie permet de ne pas perdre les électeurs anti-LGBTQIA+ ainsi que de maintenir ou d'attirer un électorat « homonationaliste ».

Plus largement, la constatation que les partis de droite radicale émettent des positions et des discours favorables aux personnes LGBTQIA+ est également à tempérer lorsque nous dézoomons la focale de l'Europe de l'Ouest en étendant l'analyse sur le reste de l'Union européenne. La construction de la personne non hétéronormée comme une menace est plus explicite au sein des pays d'Europe centrale et orientale tels

que la Hongrie, la Pologne ou la Roumanie (Wodak, 2020). En effet, le discours des partis de droite radicale s'attaquant plus globalement à ce qu'ils nomment « idéologie de genre », théorie du genre ou genderism s'oppose dans ces pays à l'évolution de la situation des personnes LGBTQIA+ vers un élargissement des droits concernant de nombreux sujets tels que l'union civile ou l'adoption. L'avancée sur les questions LGBTQIA+ est perçue comme une décadence occidentale et une atteinte à la chrétienté (Wodak, 2020). Cette opposition à l'égalité des personnes LGBTQIA+ mène à un retour en arrière et à des atteintes à la société civile impliquée sur ces thématiques, comme l'illustrent les cas hongrois ou polonais (Kováts, 2018).

Les partis de droite radicale et l'idéologie de genre

Les partis de droite radicale hors Europe centrale et orientale mobilisent également dans leurs discours la notion d'idéologie de genre. L'« idéologie de genre », signifiant vide qui relie les préoccupations des personnes et militants anti-LGBTQIA+ et plus largement antiféministes, revient fréquemment dans les discours des partis de droite radicale (Mayer et Sauer, 2017). La théorie du genre peut être comprise comme un backlash conservateur envers notamment les droits des personnes LGBTQIA+ et trace une dichotomie entre un milieu hétéronormé et patriarcal en perte de substance menacé par un milieu revendiquant des politiques favorables à l'égalité de genre et aux personnes LGBTQIA+ (Kováts, 2017). L'utilisation de cette notion vise à délégitimer les politiques et connaissances sur les thèmes du genre et de la sexualité. L'« idéologie de genre » est également mobilisée par ses utilisateurs comme une idéologie totalitaire imposée par une certaine élite et la gauche, et tentant de mettre à mal, voire même de détruire la famille

(Mayer et Sauer, 2020). Le discours sur cette supposée idéologie de genre n'est pas propre aux partis d'extrême droite et est mobilisé par un plus large éventail d'acteurs catégorisés par leurs mobilisations anti-genre (Paternotte, 2020 ; Mayer et Sauer, 2020).

En conclusion, la relation entre les partis de droite radicale et les thèmes et personnes LGBTQIA+ est bien plus complexe qu'il n'y parait. En effet, il n'est pas possible d'émettre des généralisations tant les réalités et discours diffèrent entre contextes, pays et partis. Alors que, dans certains cas, les partis de droite radicale sont ouvertement intolérants envers les personnes non hétéronormées, plusieurs autres émettent des positions plus tolérantes principalement envers les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles. Ces discours et éléments de langage incitant à reconsidérer ces derniers comme « modernes » sur les questions sexuelles et d'identité de genre sont cependant souvent accompagnés de discours xénophobes et islamophobes. De plus, les partis de droite radicale défendent toujours une conception traditionnelle de la famille en plus de faire partie (à des degrés d'implication variés) des acteurs prenant part au mouvement anti-genre. Il est dès lors indispensable d'approcher avec beaucoup de nuance la relation entre les partis de droite radicale et les thématiques et personnes LGBTQIA+.

Bibliographie

Akkerman, T. (2015). Gender and the radical right in Western Europe: A comparative analysis of policy agendas. *Patterns of Prejudice*, 49(1-2), 37-60.

de Lange, S. L., Mügge, L. M. (2015). Gender and right-wing populism in the Low Countries: ideological variations across parties and time. *Patterns of Prejudice*, 49(1-2), 61-80.

Farris, S. R. (2017). *In the name of women's rights: The rise of femonationalism*, Durham and London, Duke University Press.

Kováts, E. (2017). The emergence of powerful anti-gender movements in Europe and the crisis of liberal democracy. In Köttig, M., Bitzan, R., & Petö, A. (Eds.). *Gender and far right politics in Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 175-189.

Kováts, E. (2018). Questioning consensuses: Right-wing populism, anti-populism, and the threat of 'gender ideology'. *Sociological Research Online*, 23(2), 528-538.

Lancaster, C. M. (2020). Not so radical after all: Ideological diversity among radical right supporters and its implications. *Political Studies*, 68(3), 600-616.

Mayer, S., Sauer, B. (2020). 'Idéologie de genre' en Autriche : Coalition autour d'un signifiant vide. In Kuhar, R., et D. Paternotte. (Eds.). *Campagnes anti-genre en Europe : des mobilisations contre l'égalité*. Presses universitaires de Lyon, 59-78.

Mudde, C. (2007). *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.

Paternotte, D. (2020). Le mouvement anti-genre en perspective comparée. In Kuhar, R., and D. Paternotte. (Eds.). *Campagnes anti-genre en Europe : des mobilisations contre l'égalité*. Presses universitaires de Lyon, 311-338.

Puar, J. (2007). *Terrorist Assemblages*. Durham and London, Duke University Press.

Puar, J. (2013). Rethinking homonationalism. *International Journal of Middle East Studies*, 45(2), 336-339.

Spierings, N., & Zaslove, A. (2015). Gendering the vote for populist radical-right parties. *Patterns of Prejudice*, 49(1-2), 135-162.

Spierings N., Lubbers M., Zaslove A. (2017). 'Sexually modern nativist voters': Do they exist and do they vote for the populist radical right? *Gender and Education*, 29, 216–237.

Wodak, R. (2020). *The Politics of Fear: The shameless normalization of far-right discourse*. Londres, Sage.